



# PRÉFET DE LA HAUTE-MARNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction départementale  
des territoires

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

DDT52  
synthèse

Rapport complet à consulter sur  
[www.haute-marne.gouv.fr](http://www.haute-marne.gouv.fr)



### SERVICE ÉCONOMIE AGRICOLE (SEA)

2023 a été marquée par un déficit hydrique au printemps, des températures estivales en hausse et un rattrapage pluviométrique dès la fin de l'été. Il en découle des rendements en céréales légèrement en retrait et dans les normes pour le colza et le tournesol :

- blé 59 q/ha < 65 q/ha ;
- orge d'hiver 62 q/ha > 60 q/ha ;
- orge de printemps 39 q/ha < 50 q/ha ;
- colza 28 q/ha > 20 q/ha ;
- tournesol 24 q/ha > 23 q/ha.

Les prix de vente restent élevés malgré une légère baisse par rapport à 2022 :

- blé 285 €/t en moyenne contre une cotation historique de 190 €/t ;
- colza 470 €/t en moyenne contre une cotation historique de 400 €/t.

Le prix du lait reste très supérieur à celui des années précédentes (440 €/1 000 L soit +30 % en 2 ans). En revanche, le marché des bovins est confronté à une baisse de la demande dans le contexte inflationniste qui sepercute sur les abattages (-2,4 % par rapport à 2022).

La consommation du lait biologique est faible au regard de l'offre, entraînant des prix proches du niveau conventionnel. Pour faire face à cette crise, le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire (MASA) a mis en place un dispositif exceptionnel de prise en charge des pertes économiques des exploita-

La direction départementale des territoires de la Haute-Marne intervient dans de nombreux domaines concourant au développement durable : agriculture, urbanisme, logement, rénovation urbaine, eau, forêt, biodiversité, gestion des risques, revitalisation des territoires et des centralités, déplacement, éducation et sécurité routière.

En 2023, la DDT s'est impliquée dans la mise en œuvre de ses politiques publiques tout en se réorganisant afin d'améliorer l'interface avec les collectivités par l'intermédiaire de la mission d'appui aux territoires nouvellement créée.



#### CHIFFRES CLÉS SEA - 2023

- 207 autorisations d'exploiter instruites ;
- 195 clauses droits à paiement de base DPB instruites ;
- 111 contrôles d'agrément GAEC effectués ;
- 100 contrôles de conditionnalité effectués ;
- 45 750 ha en bio ou conversion ;
- 26 méthaniseurs : débit de 1 274 Nm<sup>3</sup>/h (injection) et puissance de 5 200 kWe (cogénération) ;
- 1 600 demandes d'aides de la Politique agricole commune (PAC) du 1er pilier pour 96 millions d'€ ;
- 700 demandes d'aides PAC du 2nd pilier ;
- 30 constats liés au loup pour un montant total d'indemnisation de 12 685 € ;
- 14 projets agricoles de centrales solaires au sol en cours d'instruction.

tions spécialisées dans la production biologique. 15 exploitants haut-marnais sont concernés pour un total de 425 000 €.



## SERVICE ENVIRONNEMENT ET FORÊT (SEF)

La première session des Assises de l'Eau a eu lieu le 28 mars 2023 à Nogent avec pour objectif l'amélioration de la gestion structurale de la ressource en eau. À travers 5 groupes de travail, 50 fiches actions ont été réalisées en vue d'une mise en œuvre dans les 5 ans.

La sécheresse a induit la prise de deux arrêtés de restrictions des usages de l'eau pendant un total de **124 jours** et un dépassement du seuil de crise pour la deuxième année consécutive. **21 communes ont rencontré des difficultés d'alimentation.** Par ailleurs, la DDT accompagne la mise en œuvre des actions du Plan d'action opérationnel territorialisé (PAOT) 2022-2027 : fin 2023, 21 actions sont terminées, 53 engagées et 78 initiées.



Dans le cadre du plan de relance lancé en 2020 sur la restauration de la forêt, 105 dossiers ont été instruits pour un montant de travaux de 6,3 millions d'€ et 1 058 ha de forêt ont été restaurés. Sur le volet politique publique forestière, les dossiers reçus s'élèvent à :

- **12 demandes de défrichement ;**
- **31 pour l'obtention de certificats MONICHON ;**
- **11 pour l'allègement de l'impôt sur la fortune immobilière.**

Le SEF a accompagné les éleveurs pour se protéger du loup avec :

- **la fourniture de 4 parcs de protection d'urgence ;**
- **la rédaction de 3 arrêtés de tirs de défense simple ;**
- **la mobilisation des lieutenants de louveterie pour réaliser 53 tournées de surveillance ;**
- **deux comités grands carnivores ont été organisés en 2023.**

Sur le volet des milieux aquatiques et des risques, des travaux ont été menés par le Syndicat mixte des 6 rivières (SM6R) sur la restauration du Val-de-Presles. Objectifs : remettre le cours d'eau dans son fond de vallée et restaurer 8 mares forestières. Par ailleurs, deux études sont commandées au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), sur la révision du Plan de prévention du risque inondation PPRi de l'Ornel et sur l'aléa ruissellement/érosion des sols.

## SERVICE SÉCURITÉ ET AMÉNAGEMENT (SSA)

La DDT impulse la dynamique en matière de planification urbanistique. **En 2023, le PLUi de la CCGL a été arrêté et des déclarations de projet pour mise en compatibilité des PLU de Vecqueville et de Chaumont ont été approuvés pour permettre respectivement l'extension d'une activité industrielle ainsi que la réalisation d'un parc photovoltaïque au sol.**

Par ailleurs, dans un contexte de forte émergence des projets de centrales photovoltaïques au sol, la DDT a porté la charte départementale signée le 1er décembre 2022 auprès des développeurs. Elle a également accompagné les collectivités dans la définition de zones d'accélération des EnR.

### BILAN CYNÉGÉTIQUE 2023

Validation par la CDCFS du schéma départemental de gestion cynégétique le 14 décembre 2023.

#### Sangliers :

- 12 464 prélevés sur 17 984 attribués ;
- taux de réalisation : 69 % ;
- 1 504 bénéficiaires.

#### Cerfs, biches et faons :

- 1 094 prélevés sur 1 602 attribués ;
- taux de réalisation : 68 % ;
- 347 bénéficiaires.

#### Chevreaux :

- 12 836 prélevés sur 17 089 attribués ;
- taux de réalisation : 75 % ;
- 1 395 bénéficiaires.

### CHIFFRES CLÉS SEF - 2023

- 44 % du territoire en aire protégée ;
- 5 % du territoire en protection forte ;
- 54 évaluations d'incidence Natura 2000 traitées ;
- 41 contrôles de terrain sur la politique publique forestière ;
- 37 captages prioritaires nitrates ;
- PAOT :
  - Milieu aquatique : 8 actions prévisionnelles, 38 initiées, 5 engagées et 7 terminées ;
  - Assainissement : 17 prévisionnelles, 29 initiées, 15 engagées, 5 terminées, 2 abandonnées ;
  - Ressource en eau : 11 prévisionnelles, 1 terminée, 1 abandonnée.

Documents d'urbanisme (DU) en vigueur	Communes
RNU	275
Plusieurs DU (communes fusionnées)	5
Carte communale	30
PLU	54
PLUi	72

En 2023, la DDT a accompagné cinq dossiers dans le cadre du Fonds vert pour le recyclage du foncier :

- **Aménagement d'un terrain à Poissons 16 935 € ;**
- **Réhabilitation d'un îlot de bâtiments à Dammartin-sur-Meuse 18 613 € ;**
- **Réhabilitation d'anciens locaux d'EDF à Saint-Dizier 395 267 € ;**
- **Démolition de l'ex-école maternelle de la Vignelle à Nogent 27 710 € ;**
- **Réhabilitation du bâtiment 22 de la citadelle de Langres 733 794 €.**

La DDT assure le suivi des grands projets tels que Cigéo, futur centre de stockage des déchets nucléaires à Bure (Meuse) et Saudron (Haute-Marne). La demande d'autorisation de création, déposée le 16 janvier 2023, a été jugée recevable par l'autorité de sûreté nucléaire et devrait conduire à un décret à l'horizon 2027. La DDT a accompagné l'ANDRA dans la construction de son premier dossier réglementaire (DR0).

Enfin, la DDT52 instruit pour son territoire et celui de l'Aube les demandes de transport exceptionnel : **en 2023, 2 593 dossiers (2 808 en 2022) soit 339 arrêtés et 2 254 avis émis.**

### CHIFFRES CLÉS SSA - 2023

- création d'un observatoire départemental des friches ayant permis d'identifier 237 sites représentant une surface totale de 206,9 ha ;
- accompagnement des collectivités dans les procédures de modification de 6 PLU/PLUi ;
- production de 100 avis CDPENAF (bâtiments agricoles, études préalables, délibérations motivées et auto-saisine sur les projets photovoltaïques au sol) au cours de 15 sessions ;
- 32 journées de vacation des Architectes et Paysagistes conseil de l'État en appui des projet des collectivités ;
- réalisation de plus d'une centaine d'études et de projets cartographiques ;
- sensibilisation de 9 700 usagers aux enjeux de sécurité routière ;
- organisation de 6 321 examens pratiques du permis de conduire au bénéfice de 1 088 candidats au permis moto, de 4 292 candidats au permis B et de 941 candidats au permis poids lourds.

## SERVICE HABITAT ET CONSTRUCTION (SHC)

Dans un territoire en déprise, les enjeux autour de l'habitat sont forts : il s'agit de conforter l'attractivité, d'adapter le logement aux variations climatiques et au vieillissement tout en favorisant le parcours résidentiel. En 2023, l'objectif a été de favoriser les rénovations les plus performantes et d'accroître le soutien aux ménages modestes et très modestes.

Concernant la convention de renouvellement urbain du quartier de la Rochotte à Chaumont et suite à une demande d'amplification et d'abondement, la programmation nouvelle permettra d'atteindre un plafond de subvention de 7,23 M€ (+ 3,5 M€) permettant ainsi d'intégrer la

construction d'un nouvel équipement scolaire ainsi que de nouvelles réhabilitations et démolitions.

En parallèle, le renouvellement du parc de logements sociaux s'est poursuivi :

- **28 logements financés pour 145 100 € ;**
- **90 logements démolis pour 436 150 € ;**
- **40 logements réhabilités pour 256 000 € ;**
- **59 logements vendus.**

### CHIFFRES CLÉS SHC - 2023

- 4,790 millions d'€ engagés dans le cadre de l'ANAH soit 400 logements subventionnés dont 144 pour l'autonomie ;
- 1 951 dossiers MaPrimeRénov soit 8,805 millions d'€ engagés ;
- 132 dossiers ERP instruits pour 126 avis favorables ;
- 15 réceptions de travaux ;
- 18 dossiers accompagnés (revues de projet) ;
- 22 contrôles du respect des règles de construction représentant 281 logements.



Façade DDT après travaux



Sur le volet politique immobilière de l'état, 2023 a marqué la fin des travaux de rénovation thermique du siège de la DDT pour un budget de 2,3 millions d'€. Ils permettront d'atteindre une économie d'énergie de 40 % et d'améliorer le confort des occupants, objectif du décret tertiaire à l'horizon 2030.

## MISSION D'APPUI TERRITORIAL (MAT)

Elle a été mise en place en 2023 dans l'objectif d'être la porte d'entrée des collectivités locales dans la conduite de leurs stratégies et de leurs projets. Elle porte au quotidien son action des missions de conseil aux collectivités, notamment à travers leurs démarches d'aménagement et de revitalisation en tant que délégué territorial adjoint de l'ANCT : Action cœur de ville (ACV), Petites villes de demain (PVD), Villages d'Avenir, Pactes territoriaux de relance et de transition écologique (PTRTE).



6 EPCI ont signé une convention-cadre PVD. La MAT anime le programme au niveau local par le biais du CLUB PVD 52 qui s'est réuni à 6 reprises durant l'année pour travailler sur les thématiques de la revitalisation.

Elle participe aussi à la mise en œuvre du programme Action Cœur de Ville sur la période 2023-2026. Les élus de Chaumont et de Saint-Dizier ont confirmé leur volonté de s'engager à nouveau dans le programme à

travers des actions sur le paysage et les friches.

travers des actions sur le paysage et les friches.

Instauré en janvier 2023, le fonds vert est un dispositif inédit pour accélérer la transition écologique. **La MAT a piloté l'instruction de ces dossiers et 5,5 M€ ont été attribués aux collectivités.** Par ailleurs, le ministère en charge de la cohésion des territoires a lancé Aides-territoires (<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/>), plateforme centralisant les aides locales, nationales et européennes, financières et ingénierie.

Au plan local :

- 95 communes et 5 EPCI disposent d'un compte utilisateur ;
- 145 porteurs d'aides sont recensés dont l'ADEME, les agences de l'eau et les chambres consulaires.



## UNITÉ TERRITORIALE DÉPARTEMENTALE (UTD)

Elle a été mise en place en avril 2023 pour un pilotage unifié et elle se charge principalement d'instruire les demandes d'urbanisme des communes non dotées d'un document d'urbanisme.



Elle accompagne les collectivités et les porteurs de projets sur divers sujets comme l'animation de la filière ADS départementale à travers une journée de réseau en juin 2023. Elle a également créé et piloté un comité

EnR interservices afin d'assurer une instruction diligente et sécuriser les procédures, notamment dans le cadre des demandes de permis de construire des centrales photovoltaïques au sol.

Elle accompagne aussi le transfert de la mission publicitaire extérieure aux maires. 75 demandes ont été instruites en 2023 (autorisations et déclarations préalables).

### CHIFFRES CLÉS UTD - 2023

3 759 actes instruits :

- 1 689 certificats d'urbanisme d'information ;
- 160 certificats d'urbanisme opérationnels ;
- 1 510 déclarations préalables ;
- 348 permis de construire ;
- 41 permis de démolir ;
- 11 permis d'aménager.